

Jacqueries, rébellions, révolution : quelle forme finira par prendre la révolte des Français ?



"C'est une révolte ? Non sire, c'est une ralbolution !". Si l'écotaxe cristallise tous les mécontentements, les vraies raisons de la révolte grandissante des Français sont plus profondes.

Avec Serge
Federbusch

1 - C'est une révolte ? Non sire, c'est une ralbolution !

L'écotaxe n'est évidemment qu'un abcès de fixation. Les vraies raisons de la révolte grandissante des Français ont pour noms récents **la Redoute, Fagor, Cristal d'Arques, Alcatel, Michelin, Fralib, Electrolux et Gad Altares**, société spécialisée dans la collecte d'informations sur les entreprises, a recensé au troisième trimestre 13 140 procédures collectives (sauvegardes, redressements et liquidations judiciaires d'entreprises) avec **52 700 emplois directs menacés**. Mieux vaut ne pas parler de leur impact indirect, sur le commerce, les revenus des familles, etc. Et il s'agit de vrais emplois, pas des **cataplasmes** dont Mou-Président espère une cosmétique et purement transitoire "inversion de la courbe du chômage". Cette incantation a du reste tendance à se faire discrète ces derniers temps dans les services de communication du pouvoir. Les jobs bidons et subventionnés ne sont même pas capables de faire illusion quelques semaines !

La vraie question est donc : quel chemin prendra la rébellion qui vient ?

Les échauffourées bretonnes font pour le moment penser aux jacqueries médiévales qui perdurèrent jusqu'au 18ème siècle. Elles ont un caractère régional, sont plutôt ancrées dans les zones rurales et dirigées contre la cherté de la vie, la difficulté à joindre les deux bouts, la noblesse protégée - sous sa forme actuelle c'est à dire la fonction publique et les élus à vie - et, surtout, les impôts et octrois mis en place par l'Etat. L'écotaxe est le nouveau nom de la gabelle. Les foules défilantes en ont d'ailleurs conscience lorsqu'elles revêtent le bonnet rouge qu'arborèrent leurs lointains prédécesseurs. **La France que l'Enfumeur nous prédisait apaisée est en pleine régression historique et sociale, conséquence de son déclin économique.**

Pour que la jacquerie devienne révolte, il faut qu'elle se "nationalise", qu'elle se transforme en contestation générale du pouvoir. **Des premiers bonnets rouges ont été signalés en région parisienne, signe d'un début de contagion.** Les portiques d'Ecomouv risquent de devenir les portes d'entrée de la maladie, comme on dit en épidémiologie. Un d'entre eux a été incendié dans les Landes. La révolte en progression doit également, pour peser, fédérer des intérêts divers, ne pas se limiter aux agriculteurs, éleveurs, pêcheurs et autres petits entrepreneurs.

Elle se nourrira quoi qu'il arrive du discrédit de la classe dirigeante. La grande jacquerie de 1358 fut attisée par les déboires de la noblesse d'épée, après les défaites de Crécy en 1346 et de Poitiers en 1356. **La sourde colère actuelle est le fruit des défaites de Maastricht (1992) et Lisbonne (2007) qui ont ouvert les marchés français au grand vent de la concurrence internationale tout en leur imposant une monnaie, l'euro, qui les handicape gravement par sa surévaluation.** La classe dirigeante française a failli à ces deux occasions. Elle commence à en payer le prix.

Mais ces accès de brutalité populaire, qui voient les équipements publics vandalisés et les représentants locaux du pouvoir malmenés, peuvent-ils se transformer en une révolution en bonne et due forme ?

Ce qui caractérise **le processus révolutionnaire**, par rapport aux jacqueries et révoltes ordinaires, est d'abord qu'il est précédé d'un **travail idéologique**, d'un soubassement théorique dont l'ambition est d'offrir **une véritable alternative au pouvoir en place**, un ordre nouveau en quelque sorte. Ce fut le rôle **des philosophes des Lumières** dans la France du 18^{ème} siècle ou des marxistes cent ans plus tard.

L'opposition est encore aux balbutiements de cette entreprise intellectuelle. Elle est tiraillée entre critiques libérales de l'Etat, mots d'ordre protectionnistes et réflexes conservateurs. Que l'économie française ne puisse s'abriter plus de deux ou trois ans derrière de nouvelles barrières sans sombrer dans la sous productivité et l'inflation galopante est certes problématique. Mais l'essentiel n'est pas d'être convaincant, c'est d'être fédérateur. Les victimes de l'ordre européen sont en passe d'être majoritaires en France. D'une manière ou d'une autre, ce mouvement trouvera sa traduction idéologique, probablement dans la contestation de la représentation politique et l'exigence de démocratie directe.

Il manquera alors un dernier ingrédient, indispensable à toute révolution : **que les forces protestataires se fédèrent**, d'où qu'elles viennent, contre les maîtres du moment. Que, comme sur la barricade peinte par Delacroix, le peuple, l'étudiant, l'artisan se retrouvent. C'est là que le bât révolutionnaire blesse encore.

Pour l'heure, la "ralbolution" progresse en ordre dispersé. Le meilleur allié du pouvoir s'appelle Jean-Luc Mélenchon. Il ne peut s'empêcher de ressortir le préchi-précha gauchiste sur le fait que la révolte bretonne serait téléguidée par un petit patronat revanchard. Il défile dans son coin, fustigeant les chouans et leurs croyances. Il est isolé mais il divise, jouant le rôle d'idiot utile du hollandisme qu'il avait déjà incarné lors de la dernière élection présidentielle. On peut également faire confiance à Sa Normalité élyséenne pour tenter d'affaiblir le mouvement de contestation en le noyant dans les méandres des tables rondes et autres processus de concertation, usines à parlote dont le parti socialiste détient les brevets.

Cependant, **la persistance de la crise économique et des difficultés budgétaires peut finalement coaliser les forces de contestation**, comme elles le firent sous Louis XVI et Necker. Le pouvoir n'ayant plus la moindre marge de manœuvre pour augmenter les impôts et n'ayant pas le courage de s'attaquer aux dépenses, est frappé de **tétanie**. Après l'écotaxe, dans quelques semaines, quelques mois, un prétexte quelconque, une mesure vénielle mettra à nouveau le feu aux poudres. Si ce n'est, à plus long terme, l'euro qui ne finisse par s'effondrer, semant le chaos dans l'économie.

Faisons confiance à François Hollande : il finira bien par trouver l'équivalent de la convocation des Etats généraux pour précipiter la fin du nouvel ancien régime ...

2 - L'horizon fuyant du déficit

La Commission de Bruxelles, qui préfère ne pas voir que la hausse actuelle de l'euro, **va anéantir le timide début de reprise en Europe**, est en tout cas pessimiste sur les chances de la France de passer en dessous des 3% de déficit public en 2015. Il sera selon elle d'au moins 4,1% du PIB cette année, 3,8% l'an prochain et 3,7% en 2015, très éloigné donc du chant des sirènes entendu depuis le pédalo présidentiel.

Dans ces conditions, **la remontée des taux d'intérêt deviendra insupportable et la croissance de la dette publique ingérable.** Tout ce qu'il faut pour justifier que la Commission, forte des nouveaux pouvoirs qui lui ont été conférés, demande au gouvernement français de réécrire son budget. Le grand problème de cette forme d'Europe est qu'elle ne parvient à étendre son pouvoir que sur les décombres des Etats membres.

3 - Senatus Consulte

100 % des sénateurs ont voté contre un projet de loi du gouvernement socialiste et pas le moindre puisqu'il s'agit de la **réforme des retraites** ! Comment disait-il déjà ? Une démarche d'écoute, consensuelle et apaisante.

Après tout, l'unanimité contre soi, c'est une façon de faire consensus. Il faut dire qu'au Sénat, on prend sa retraite très tard.

A lire du même auteur : **"L'enfumeur"**, de Serge Federbusch, (Ixelles éditions), 2013. Pour acheter ce livre, [cliquez ici](#).

